COMBAT OUVRIER

ORGANE OFFICIEL DE L'USTKE

MENSUEL N°11
MAI 2008
100 Frs

Devoir de mémoire 20 ans après

où en sommes-nous ?

Actualité Syndicale

Pages 4-5

CONFLIT CARSUD :
Pas d'évolution

Pages 4-5

CONFLIT CFP :
Sanctions retirées

Espace Militant

Pages 10

1ER MAI :
Dénonçons toutes les dérives

Actualité Régionale

Pages 15

TONGA :
Résultats législatifs

SOMMAIRE...

Dossier Politique

Le Directoire politique du Parti Travailliste : conscientiser la jeunesse du pays

Pages 8-9

Actualité syndicale

- Sanctions levées à Fabical et CFP, mais aucune évolution pour Carsud — **Pages 4-5**
- Création d'un comité de soutien : Collectif " Solidarité Kanaky " — **Page 6**
- Les actions du Collectif " Solidarité Kanaky " — **Page 7**

Espace militant

- 1er Mai : Ensemble pour dénoncer toutes les dérives ! — **Page 10**
- Devoir de mémoire, 20 ans après : où en sommes-nous ? — **Page 11**

Echo des fédés

- Bureau élargi : point sur les conflits sociaux — **Page 12**
- Conseil syndical de la Fédération Fonction Publique : recentrer les efforts autour du bureau fédéral — **Page 13**

Actualité internationale

- Politique chinoise au Tibet — **Page 14**

Actualité régionale

- Brèves : Nauru, Tonga, Australie — **Page 15**

Directeur de publication : Gérard Jodar
Responsable de la rédaction : Alain Trupit
Rédaction : Ingrid Chanene
Conception et réalisation : SCOV
Photos : Ingrid Chanene
Impression : E.I.P.
Tirage : 2000 exemplaires
Journal en vente au siège de l'USTKE au prix de 100 Frs.
✆ 27.06.55 / E-mail : comustke@hotmail.com

Jego est arrivé...

Ce Jeudi 29 mai 2008, en débarquant à Tontouta, le nouveau Secrétaire d'Etat, encore un, commençait sa tournée en Kanaky. Il nous servait l'éternel discours sur le consensus, le pari sur l'intelligence, le destin commun et tout ce qui fait désormais que notre pays est un mélange de chants des sirènes et de croyance au Père Noël. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil... sauf l'USTKE qui n'a pas voulu le rencontrer.

C'est ainsi qu'au fil de son séjour il ne s'est pas passé un jour sans que nous ne soyons mis sur le devant de la scène, nous les méchants, les fauteurs de trouble qui avons l'audace de dénoncer ce que tant d'autres admettent par conviction ou par renonciation. Jégo était venu pour faire oublier Estrosi !

Le moins que l'on puisse dire c'est que c'est raté. Estrosi avait souhaité nous rencontrer puis, dans les heures qui ont suivi, il nous envoyait les forces de l'ordre. Jégo a commencé par les forces de l'ordre pour ensuite nous faire des procès d'intention tous aussi fantaisistes les uns que les autres.

Mr Jégo, une rencontre pour faire quoi ?

Pour régler le conflit Carsud ?

Votre premier ministre a été personnellement sollicité par de nombreuses organisations en France sur ce dossier que vous connaissez tout aussi bien que nous.

Pour parler du droit du Travail… ça n'est plus de votre compétence. Pour évoquer le pouvoir d'achat et les salaires… Peut-être nous auriez-vous répondu " *Je vous ai compris* " et après ?

Reconnaissez tout simplement que cette rencontre n'aurait été qu'un aspect du protocole si cher à l'Etat français.

Le combat de l'USTKE n'a rien de protocolaire, c'est un combat pour les travailleurs qui veulent vivre et non plus survivre, c'est un combat pour les droits d'un peuple. Les mobilisations invraisemblables des forces de l'ordre et les interdictions de circuler avec des quartiers de Nouméa bouclés auront traduit cette volonté affichée depuis plusieurs mois par l'Etat de criminaliser l'USTKE.

Mr Jégo la tradition d'accueil que vous n'avez cessé d'évoquer ne peut être dissociée des notions de respect et de dignité.

Et cela apparemment vous a échappé.

Le Président de l'USTKE, Gérard Jodar.

ÉDITO...

Conflit en cours

Sanctions levées à Fabical et CFP, mais aucune évolution pour Carsud

Une levée totale des sanctions de mises à pied à l'encontre des camarades de Fabical. A CFP, qui pourtant a été la première entreprise à sanctionner nos militants, deux mois après la direction a établit une démarche d'ouverture afin de retirer les sanctions. A Carsud, la situation n'a guère évolué depuis le début de l'année.

La situation est devenue déplorable à en croire le mépris qui règne autour de la situation des grévistes de Carsud. Plus de six mois que la section STKE Carsud attend une réponse de la part de sa direction, ne serait-ce qu'un éventuel planning de rencontre ou de réunion, mais rien de tel n'a été effectué.

Rappelons-le, ce ne sont pas moins d'une vingtaine de grévistes qui ont des pertes de salaires depuis plusieurs mois. Ils ont effectué quelques blocages ponctuels ces derniers temps pour se faire entendre mais apparemment leur appel n'a pas été entendu ou plutôt n'a pas été écouté.

Une situation qui restera dans les annales à la rubrique " je n'en ai rien à faire ", c'est le cas de la direction de Carsud et de la Province Sud qui laissent la situation se ternir aussi bien pour les usagers que pour les grévistes. Certes des pertes considérables sont enregistrées chaque jour dans les comptes de l'entreprise de transport public, alors qu'il serait plus opportun de s'asseoir autour d'une table et de discuter franchement sur un protocole qui n'a pas été respecté par la direction !

Pourtant des propositions ont été faites à la direction par voie interposée (dans la presse quotidienne) mais elles n'ont pas trouvé écho. Des camarades, des militants se mobilisent pourtant à Paris pour essayer en vain d'interpeller les administrateurs du groupe Véolia. Une manifestation a été faite en ce sens par le Collectif Solidarité Kanaky, le 7 mai dernier, sur le parvis de l'arche de la Défense, au moment où les administrateurs de Véolia devaient se réunir en assemblée générale. Un deuxième émissaire de Véolia devait rencontrer nos responsables syndicaux mais il n'est jamais venu au pays. On pourrait faire une longue liste des comportements contradictoires des responsables de la direction et surtout des responsables de la " Maison bleue ".

A côté de ce conflit, le maintien du campement des grévistes de CFP. C'est une entreprise tenue par les frères Bouvier dont l'un est le grand patron du Medef. Celui-ci a sanctionné neuf de ses salariés qui ont participé à un mouvement de grève générale. En même temps, le syndicat a réagi sur le fait que le droit de grève reste un droit constitutionnel, et en aucun cas leurs agissements n'ont enfreint les lois du travail.

A signaler dans le même cas de figure : le personnel adhérent de notre organisation syndicale avait été sanctionné par la direction de Fabical pour les mêmes raisons que nos camarades de CFP. A défaut de raisons et d'arguments valables de la part de la direction, et avec la portée, et une détermination franches de nos représentants des Fédérations Commerce

et Industrie STKE, ils ont fini par signer un protocole d'accord avec la direction de Fabical- Batibois, le 14 mai dernier. Et comme il fallait s'y attendre, les patrons de CFP sont devenus raisonnables.

Quoi qu'il en soit, nos militants sont déterminés sur leur droit de grève qui reste bien fondé !

Sanctions levées à CFP

A force de patience et de combativité, un protocole d'accord a été signé entre nos représentants syndicaux et les frères Bouvier, le samedi 24 mai, en présence de leurs avocats respectifs. Bien entendu, les sanctions sont levées dans leur totalité par contre, les deux parties devront se retrouver devant le tribunal du travail. La direction de CFP compte toujours faire opposition par rapport à la légalité d' un préavis de grève générale lancé par la centrale le 4 janvier dernier. Toujours est-il qu'ils peuvent se lancer devant la justice, mais le rapport de force est toujours présent.

Quant à la justice, elle devra se prononcer sur la question de la légalité du préavis émis en janvier dernier.

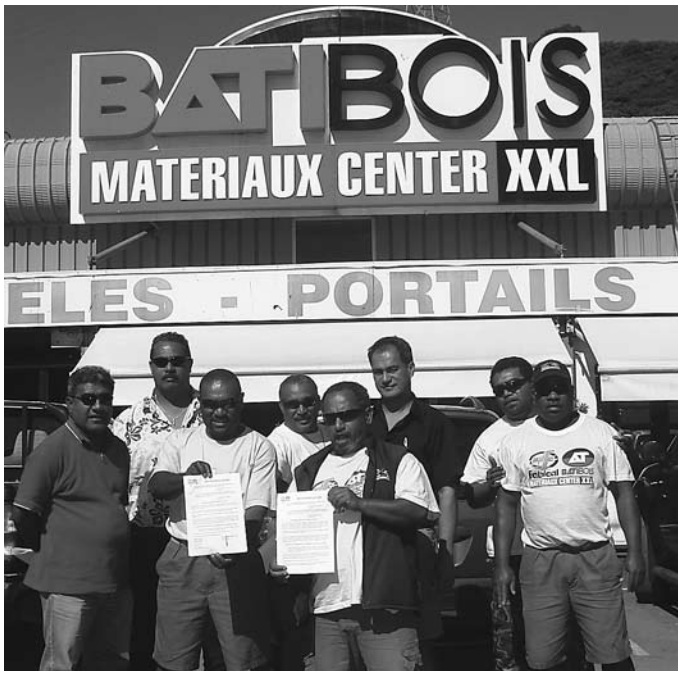
Les camarades de CFP ont repris le chemin de leur entreprise le mardi 27 mai dernier. Un point positif pour nos camarades et nos dirigeants qui se félicitent du dénouement de ce conflit.

Depuis le début de l'année, les multiples interventions policières sur les piquets de grève font réagir les responsables syndicaux de France. Certains diront que cela fait plus de trente ans que l'on n'avait jamais vu cela en France, et c'est même dépassé de voir un tel agissement de l'État et de la justice !

Avec l'arrivée du Secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer, Mr Yves Jégo, est-il certain que dans le courant du mois de juin, va-t-on se retrouver autour de la table des négociations avec la direction de Carsud ? Souhaitons-le car la situation risque de s'enliser davantage. Interpeller l'État lors des manifestations reste l'une des solutions, mais encore faut-il que l'on soit écouté ! ■

Valse incessante entre les grévistes et les policiers

Sur le piquet devant les grilles de CFP, les adhérents des autres secteurs viennent à chaque fois en renfort. Une solidarité s'est même organisée autour des camarades en charge de ce secteur. A signaler, le cordon bleu de cette zone, Amarü, qui a fait beaucoup d'heureux gourmands. Plusieurs fois, les policiers sont intervenus pour retirer les palettes et autres objets encombrants devant le portail de la société, mais aussitôt les matériaux ont été remis le lendemain. Cette valse entre les camarades et les policiers a duré deux mois.



Heureuse conclusion pour les adhérents de Batibois-Fabical

Très contents de conclure avec la direction de Batibois-Fabical XXL, les secrétaires généraux des Fédérations Commerce et Industrie, Edwin Avaemaï, René Waikédré ont conduit avec succès à la signature d'un protocole d'accord. A l'issue de la réunion, du 14 mai, les principaux intéressés ont permit une levée totale des sanctions de mise à pied des salariés concernés du mois de janvier avec la réintégration des salaires.

Licenciement à Géant Sainte Marie
Mise à pied au lieu de licencier

A la veille de la Fête des Mères, les adhérents de la section Commerce STKE/Géant Sainte Marie ont protesté devant leur lieu de travail. Raison principale de leur mouvement de grogne : une procédure de licenciement pour deux camarades qui travaillent aux caisses. Les responsables de la Fédération Commerce devaient proposer à la direction du groupe Lavoix une mise à pied pour les deux adhérentes concernées, et ou, un éventuelle reclassement dans une autre société du groupe. La section s'étonne du manque de conscience professionnelle de la responsable des employés qui supervise les caissières. " Pourquoi ne pas avoir signaler les erreurs de caisse au moment où elles les ont faites, et avoir attendu trois mois avant de le faire remarquer à la direction ? " C'est l'une des questions qui sera posée à la direction.

Solidarité

Création d'un comité de soutien : le " Collectif Solidarité Kanaky "

Un comité de soutien, le Collectif Solidarité Kanaky, s'est créé en Janvier dernier, en France à l'initiative de militants, de camarades qui croient en nous et particulièrement au combat que nous menons pour les grévistes de Carsud, qui rappelons-le sont en grève depuis novembre dernier. Voici un des communiqués fort qui a marqué notamment leurs différentes actions en France ces derniers mois. Relayée par notre correspondante à Paris, Corinne Perron, qui fait un travail considérable pour notre organisation syndicale.

Communiqué du Collectif Solidarité Kanaky lors du mouvement de protestation devant l'assemblée générale des actionnaires de Véolia, le 7 mai 2008 à la Défense

Depuis 6 mois, en Nouvelle-Calédonie, des salariés de Carsud, entreprise de transport urbain, du groupe Véolia, sont en grève. Ils demandent le respect d'un protocole d'accord signé le 24 janvier 2007 qui prévoyait plusieurs dispositions concernant un chauffeur licencié.

Ce conflit social entre des salariés adhérents de l'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités ; principale organisation syndicale en Nouvelle Calédonie) et la filiale de Véolia a pris des dimensions politiques et s'enlise chaque jour d'avantage. Le président de la Province Sud (dont Véolia est le fournisseur) veut régler ses comptes avec l'USTKE. Ce syndicat qui par ses positions indépendantistes, sa lutte pour une meilleure répartition des richesses, son combat pour la sauvegarde de l'environnement... dérange la droite locale et les industriels.

La tension est très vive à Nouméa : grève générale maintes fois reconduite, piquets de grève détruits par les bulldozers, manifestation de soutien aux grévistes réprimée violemment par les forces de l'ordre... etc.

Et encore plus grave, suite à ces affrontements : 23 syndicalistes (dont le président du syndicat) condamnés à des peines de prison allant jusqu'à un an ferme, et 3 ans de privation de droits civiques.

Véolia laisse volontairement pourrir la situation en refusant de négocier avec les grévistes.

Les intérêts de Véolia dans cette colonie se situent dans les secteurs du transport, de la propreté, du traitement des déchets, mais le groupe lorgne aussi sur de juteux contrats dans d'autres secteurs d'activité. Un syndicat fort et combatif n'est pas pour lui plaire...

Il faut savoir que pour les dysfonctionnements de la délégation de service public pour l'année 2007, Véolia devrait verser plusieurs millions d'Euros à la Province Sud. Celle-ci accepte le non versement de ces pénalités à condition que Carsud ne cède pas aux revendications des grévistes.

A Paris, le collectif « Solidarité - Kanaky » avait déjà interpellé la direction de Veolia le 7 mars dernier en manifestant devant son siège avenue Kléber. Celle-ci s'était engagée à reprendre les négociations juste après les élections municipales.

Mais à ce jour, toujours rien. Véolia ne respecte pas ses engagements.

Une fois de plus nous dénonçons l'attitude de VEOLIA en Nouvelle-Calédonie et sa complicité dans la répression anti-syndicale.

Nous exigeons la reprise immédiate des négociations avec l'USTKE.

Paris le 7 mai 2008
Collectif Solidarité - Kanaky

Les actions du Collectif Solidarité Kanaky

Manifestation du Collectif à la Grande Arche à la Défense, lors de la réunion des actionnaires de Véolia le 7 mai dernier.

D'autres mouvements sont venus rejoindre le collectif. Des actions ont été menées ces derniers mois, trois ont été particulièrement importantes dont celle organisée sur le parvis des droits de l'Homme sur la place du Trocadéro, le 16 février dernier, et quatre jours plus tard devant le Palais de justice de Paris. Une collecte de fond a été faite pour subvenir aux besoins des familles grévistes et des syndicalistes placés en détention provisoire, lors d'une soirée où un repas fût organisé à " La Commune " dans le 12ème arrondissement, le 14 février dernier. Il y eût également un débat sur l'actualité sociale du moment.

La manif anti-coloniale du samedi 23 février dernier, clôturait en beauté la " semaine anti-coloniale ". 3000 à 4000 personnes ont marché de la place Denfert-Rochereau jusqu'au ministère de l'identité nationale, de l'immigration et du co-développement. De nombreuses associations, personnalités, syndicats et partis politiques formaient ce cortège pour protester contre la politique répressive de la France à l'égard des immigrés et son attitude coloniale dans le monde.

A Paris, un meeting de solidarité avait eu lieu à la Bourse du Travail dans le 3ème arrondissement, le 21 avril dernier. Sont intervenus notamment : Corinne Perron (USTKE), Raphaël Mapou (Rhèèbü Nùù), Annick Coupé (Union syndicale Solidaires), Jacky Foureau (CGT), Olivier Besancenot (LCR), José Bové (Via Campesina), Jérémy Berthuin (CNT), Alain Mosconi (STC).

La participation conséquente des ces mouvements anti-répression ou autre mouvement de lutte anti-discrimination aux côtés de l'USTKE montre la détermination des militants à s'engager pour des causes justes. Le groupe Véolia s'entête à engager aucun dialogue avec nos représentants syndicaux. Le Collectif Solidarité Kanaky continue à étendre et à renforcer le soutien à l' USTKE pour sortir de ce conflit et dénoncer toutes les formes de condamnations des militants. ■

Prise de parole de Corinne Perron, correspondante de l'USTKE à Paris, lors du meeting de solidarité.

Directoire Politique Du Parti Travailliste

Conscientiser la jeunesse du pays

Le deuxième Directoire Politique du Parti Travailliste s'est réuni dans l'extrême Nord, à Pouébo, à la Mission Catholique de la commune, le 10 mai dernier. S'étant réuni un mois et demi plutôt à Oundjo (Voh) après les élections municipales où il a été question du bilan des municipales pour les comités communaux, cette fois-ci, chaque comité communal a exprimé sa jeune existence dans le paysage politique. Pour certains, il n'est pas encore inscrit dans le futur immédiat de créer une section de base ou autre structure politique mais de conscientiser les personnes qui ont fait le choix de voter pour le nouveau Parti. Pour d'autres comités communaux, il a été question des adhésions ou des cotisations. Entre autres, le comité communal de Ponérihouen a demandé la mise en place des secrétariats dans le Directoire Provisoire, alors que celui de Maré a évoqué la création de trois associations de jeunes qui portent des projets politiques au travers de leurs activités culturelles. Avant le début des débats, l'un des membres de la Cellule de Coordination a présenté l'esprit dans lequel s'est inscrit cette réunion : 20 ans plus tard à Iaaï, on a commémoré l'anniversaire du drame d'Ouvéa. Extrait du discours d'ouverture.

" Le Directoire Politique de Pouébo est encore imprégné de l'esprit de la commémoration des 20 ans du sacrifice des 19 militants d'Iaaï. Les deux films projetés jeudi 8 mai autour du " massacre dans la grotte de Gossanah " ont profondément remué notre conscience indépendantiste. Ils nous appellent au silence et à l'humilité.

" Silence et humilité " quand la vérité de ce 5 mai 1988 nous bouleverse avec le témoignage en détails des " survivants de la grotte ". Même vingt ans plus tard, sur leur visage digne et meurtri par le temps qui passe, une larme coule. Ils n'ont pas oublié…

" Silence et humilité " quand on voit et revoit les images de la grotte de Gossanah, devenu témoin silencieux et éternel de l'extrême atrocité de l'armée coloniale française…

" Silence et humilité " devant les manous accrochés aux branches des arbustes, pour rappeler à la mémoire que tel papa est tombé à tel endroit, pour que tous les enfants de Kanaky vivent plus tard, fiers et dignes…

" Silence et humilité " devant tous les visages des Iaaï, atteints au plus profond d'eux-mêmes par le sacrifice de leurs propres enfants, au nom d'un idéal noble qui porte un nom : " Indépendance de Kanaky " .

" Silence et humilité " devant l'énormité du prix payé par notre peuple depuis hier en 1853 jusqu'à aujourd'hui, et jusqu'à demain, avant que Kanaky crie enfin devant le concert des Nations sa souveraineté nationale…

Les événements de Iaaï jalonnent la trajectoire difficile, douloureuse de notre peuple depuis hier et avant-hier... Les Autochtones de ce pays - les Kanak - tout au long de leur histoire, n'ont jamais été épargnés par les travers d'un système colonial qui a même programmé leur disparition en tant que peuple. On n'est passé pas loin du génocide

comme en Tasmanie voisine : estimée entre 60.000 et 100.000 personnes lors de la prise de possession en 1853, la population autochtone n'est plus que de 20.000 en 1920.

La commémoration des vingt ans des événements d'Iaaï, à l'initiative des camarades du Comité Communal d'Iaaï et porté par tout le pays, est extrêmement importante : c'est un formidable espace qui entretient la flamme de notre mémoire, donc de notre histoire souvent très douloureuse pour garantir notre survie en tant que peuple. C'est un formidable espace qui déclenche l'étincelle d'une prise de conscience politique au niveau de notre jeunesse. Mais nos jeunes sont actuellement décimés par les méfaits de l'alcool, du cannabis, et autres fléaux du système.

N'y a-t-il pas une coïncidence troublante avec la situation des Kanak en 1920 où l'alcool, les maladies inconnues et la sous-alimentation dans les réserves décimaient la population autochtone, et notamment la jeunesse ? La douloureuse histoire du Peuple Kanak a tendance à se répéter. Au moment où nous sommes rassemblés ici sur cette terre de Pouébo, qui renferme aussi des pages douloureuses du colonialisme français… ". ■

Puisse notre mémoire rappeller à chacun de nous quelques pans de notre trajectoire pour la survie de notre peuple :
* 1853 : Prise de possession officielle de notre pays par l'amiral Fébvrier-Despointes ;
* 1863 : Premières spoliations de terres kanak
* 1868 : Révolte à Pouébo
* 1878 : Révolte Kanak avec le Grand Chef Ataï
* 23 octobre 1879 : Exposition à la Société d'anthropologie de Paris des têtes tranchées de 6 guerriers kanak, dont celle du Grand Chef Ataï
* 1917 : Le Grand chef Noël de Koné meurt la tête tranchée, pour s'être opposé violemment à l'autorité militaire coloniale
* 1920 : La population kanak décimée par l'alcool, les maladies inconnues, et la sous-alimentation dans les réserves…
* 1946 : suppression du Code de l'Indigénat – Inscription de la NC dans la liste des pays à décoloniser
* 1947 : La loi-cadre de Gaston Defferre confère à la NC son autonomie, confirmée par le référendum de 1958. De Gaulle retire la NC de la liste des pays à décoloniser. Naissance de l'AICLF et de l'UICALO.
* 1953 : Élection de 9 premiers élus kanak lors du renouvellement du Conseil Général
* 1957 : Le droit de vote est acquis pour tous les Kanak
* Décembre 1963 : Sous la pression de la population européenne dépositaire des leviers économiques, l'État reprend les commandes en attribuant d'énormes pouvoir au Gouverneur ;
* 1965 : L'État reprend les responsabilités de l'enseignement
* 1969 : Avec les lois Billote, l'État contrôle la recherche et les investissements miniers.
* 1970 : Les colons constatant qu'avec leur droit de vote, les Kanak redeviennent dangereux, le maire de Nouméa Roger Laroque s'écrie : « il faut faire du blanc »
* 17 juillet 1972 : le Premier Ministre Pierre Messmer écrit une lettre d'instruction stupéfiante à Xavier Deniau, son secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. Je retiens juste cette phrase : ''… A court terme, l'émigration massive de citoyens français devrait permettre d'éviter la revendication indépendantiste en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés ". On ne saurait être plus clair. Depuis, les flux migratoires n'ont jamais cessé, et ont tendance à s'amplifier de plus en plus aujourd'hui. Nous verrons plus loin, qu'ils représentent aujourd'hui en 2008 un véritable danger pour l'aspiration du Peuple Kanak à l'indépendance du pays.
* Entre 1969 et 1976 : entre 15.000 et 20.000 immigrants arrivent (Européens dont de nombreux rapatriés d'Algérie, de Polynésiens, de Wallisiens…). Mais la population kanak est toujours majoritaire !
* A partir de 1976 : C'est la deuxième grande vague d'immigration, la colonisation de peuplement a rempli son objectif : le peuple kanak est devenu minoritaire dans son propre pays ! C'est alors l'émergence de la revendication d'indépendance kanak, avec les groupuscules politiques (Foulards Rouges, Groupe 1878, Atsaï, Ciciqadri) qui donnent naissance au PALIKA.
* 1977 : L'Union Calédonienne se positionne pour l'Indépendance du pays.
* 1979 : L'Église Évangélique Protestante de NC prend option pour l'Indépendance du pays.
* 1981 : assassinat de Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union Calédonienne.
* 1982 : Création de l'USTKE.

Par ailleurs, le Front Indépendantiste qui regroupe l'ensemble des partisans de l'indépendance accède à la direction du gouvernement territorial, grâce à une alliance avec les partis centristes européens.
* 1983 : Réunion de Nainvilles-Les-Roches où est reconnu le droit inné et actif du Peuple Kanak à l'indépendance, ainsi que les « Victimes de l'Histoire « .
* 1984 : Création du FLNKS, et stratégie de boycott actif des élections pour s'opposer à l'application du « Statut Lemoine « , synonyme de disparition du Peuple Kanak : 10 militants de Tiendanite trouvent la mort dans une embuscade, dont 2 frères de Jean-Marie Tjibaou.
* 1985 : Éloi Machoro et Marcel Nonaro sont tués par le GIGN, lui-même épaulé par les forces fascistes locales qui abattent le jeune Celestin Zongo lors d'une véritable chasse aux Kanak dans les quartiers de Nouméa… Adoption du Statut Fabius-Pisani qui propose les bases d'une Indépendance-Association.

* 1986-1987 : Statut Pons. Opération nomadisation : 8.000 militaires quadrillent le pays.
* 1988 : Evénements d'Iaai. 19 militants indépendantistes sont tués dans la grotte de Gossanah.

Je vais arrêter ici… Mais la trajectoire de notre peuple a continué encore de payer un lourd tribut avec la mort de Jean-Marie Tjibaou, Yeiwéné Yeiwéné et Jubéli Wéa en 1989, Raphaël Pidjot en 2000… D'autres ''Vieux Lions" qui ont porté durant toute leur vie la lutte du Peuple Kanak disparaissent également (Roch Pidjot, Yann Céléné Uregei, Maurice Lenormand…) sans que véritablement, une relève militante, sincère et engagée ait été assurée…

Depuis maintenant 10 ans, nous nous efforçons d'avancer dans notre combat politique vers l'indépendance à l'intérieur d'un cadre institutionnel et politique issu de l'Accord de Nouméa. Le législateur (Congrès de Versailles) a « inscrit dans le marbre » ce dispositif dans la loi organique qui a valeur constitutionnelle.

Est-ce que les choses évoluent dans le bon sens pour le Peuple Kanak ? La question nous est posée à chacun, indigène de ce pays, fier de l'être… Et il faut répondre. Dans le journal «l'Avenir Calédonien» n° 767 du 18 juillet 1978, Jean-Marie Tjibaou écrit ces mots : « nous sommes un peuple en sursis… ». C'était il y a 30 ans, et Jean-Marie avait 42 ans… En 2008, la situation de notre peuple n'a fondamentalement pas changée.

Nous sommes toujours « étrangers dans notre propre pays ». L'Accord de Nouméa avait placé le Kanak au centre du dispositif. Mais dans la réalité de tous les jours, le Kanak est en dehors. Les dispositions de l'Accord de Nouméa intéressant principalement le Peuple Kanak, ne sont toujours mis en œuvre 10 ans après la signature de l'Accord de Nouméa : emploi local, signes identitaires, rééquilibrage, schéma directeur minier…

1er Mai

Ensemble pour dénoncer toutes les dérives

Plus de 3000 manifestants, militants, sympathisants ont répondu à l'appel à la mobilisation pour la marche du 1er mai. Cela fait plus de 20 ans que l'USTKE, le seul syndicat indépendantiste du pays défile dans les rues de Nouméa pour la fête des travailleurs. Les représentants de Rhèbùù Nùù, des Comités de soutien ou de défense mises en place dernièrement à cause des décisions prises par la justice, ou l'État, ou le gouvernement local ont soutenu les militants de l'USTKE.

Une fois de plus, l'organisation syndicale a mis tout en œuvre pour que tout se passe bien. Munis de leurs banderoles, de leurs drapeaux, et de leurs tee-shirts aux couleurs de l'USTKE, hommes, femmes, et enfants ont commencé le parcours de la marche de la Vallée-du-Tir aux alentours de 8 h 30, ce jeudi 1er mai, date à laquelle où l'on fête les travailleurs. C'est aussi, un jour chômé depuis 1947 où les syndicats nationaux ont obtenu des acquis sociaux. Le défilé des manifestants : ce sont les camarades de Ponérihouen Ambulance qui ont ouvert le bal, suivis des camarades grévistes de Carsud, de CFP, et de Fabical.

Les membres du Bureau Confédéral ainsi que les représentants du Collège Honoraire ont suivi tous ces camarades grévistes mis au premier plan afin de rappeler à l'assistance que cela fait plus d'un an pour certains qu'ils sont en conflit avec le patronat. Et pour d'autres, cela fait cinq mois ou plus d'un mois que l'on essaye en vain de négocier ou de faire appel au patronat ou aux politiques pour changer la donne concernant le règlement de certains conflits.

Mais en vain, ce n'est pas finit. Puisque cela a été rappelé tout le long du parcours des manifestants, que le conflit de CFP reste pour le patron du Medef " une remise en cause du droit de grève ", alors que ce principe reste un droit constitutionnel et en aucune manière on ne peut le toucher ! Le travailleur lambda bénéficie du droit de grève. Pourquoi le patronat calédonien s'attache-t-il à le " remettre en cause " ? Chacun trouvera sa réponse, mais pour nous, notre organisation syndicale, reste un outil formidable de contre-pouvoir ! Et pour cela, on ne pourra pas la défaire (la structure organisationnelle) quoi qu'il arrive et quelle que soit la stratégie adoptée.

Première halte du cortège : devant le commissariat central. Louis Kotra Uregei, membre fondateur de l'USTKE, membre du Collège honoraire de l'USTKE, membre du directoire du Parti Travailliste a pris la parole. Il a salué la présence des différentes organisations présentes à la marche du 1er mai (lire encadré ci-dessous). Certains se sont mis à l'ombre du grand banian pour entendre ces paroles fortes exprimées par LKU : *" Nous sommes là pour dénoncer la dérive policière, les abus de la justice, les abus des comportements policiers. En 1969, nous étions là sur cette place, nous avons connu la répression policière. Ce n'est pas pour autant que l'on fermera notre bouche !"*. Applaudis par les manifestants, LKU a repris de plus belle en remettant une autre couche : *" Ici il y a un peuple, c'est le peuple Kanak, il faut arrêter de nous tromper avec ces accords bidons. L'accord de Nouméa n'est pas respecté. On a créé le Parti Travailliste c'est pour défendre les travailleurs de ce pays, les Kanak, les non-Kanak ! "*.

Le cortège a repris son trajet où la deuxième halte s'est faite devant le Haut-Commissariat. Cette fois-ci, c'est le Président de l'organisation syndicale, Gérard Jodar, qui a pris le micro. Face aux nombreux manifestants alignés dans la rue adjacente à la maison de l'État

Plusieurs organisations marchent aux côtés du syndicat

Aux côtés des nombreux militants et manifestants de l'USTKE, quelques responsables politiques indépendantistes, le directoire du Parti Travailliste, les représentants des organisations environnementales, les responsables de Rhèbùù Nùù, le Comité de défense des prisonniers de Saint-Louis, les représentants du CNDPA en Kanaky, quelques représentants du comité 150 ans, le Collectif de soutien " Agir contre l'arbitraire et les discriminations ", le Comité de soutien de Sidji Chimenti composé d'étudiants, les grévistes de Ponérihouen Ambulance, les camarades grévistes de Carsud, les grévistes de CFP, les camarades grévistes de Fabical et les nombreuses personnes qui soutiennent depuis la création de l'organisation syndicale à l'appel à la mobilisation générale à la marche de la fête des travailleurs. La ville blanche était noir de monde, et en même temps multicolore avec l'agitation des drapeaux " Usines et tribus même combat ". La présence des différentes communautés fût également un moment fort pour les organisateurs de la marche.

et debout sur l'un des camions qui a assuré la sonorisation de la manifestation, le Président a évoqué entre autres, les grands thèmes de la journée, mais aussi ceux que l'organisation syndicale défend au quotidien : le coût de la vie, la protection de l'emploi local, l'environnement, les transferts de compétences, la criminalisation du syndicalisme, le droit de grève qui est remis en cause par le patronat calédonien. Après cette halte de quinze minutes, le long cortège s'est dirigé vers le parking, face au siège syndical, pour suivre le meeting. Plusieurs représentants de différentes organisations ou comités de soutien ont pris la parole.

Pour finir cette journée particulière, stands de brochette, partie de bingo, vente de produits vivriers de Ponérihouen et tournoi de pétanque ont agrémenté les animations mises en place par les diverses fédérations et sections STKE.

Rappelons que les fonds recueillis serviront à la caisse de solidarité mise en place pour les grévistes, et en même temps, assurer la logistique sur les piquets de grève. ■

Souvenirs

Fils de Kanaky, souviens-toi !

• 5 mai 1988 - 5 mai 2008 : 20 ans •

Nombreuses sont les dates anniversaires qui jalonnent l'histoire de la lutte du Peuple kanak de la Grande Terre jusqu'aux Iles.

Malgré tout, le massacre des 19 dans la grotte de Watetö sur l'île d'Iaaï (Ouvéa) le 5 mai 1988, résonne encore dans nos esprits, 20 ans après. Témoignage de la répression brutale qui caractérise la politique coloniale française depuis la prise de possession de notre Pays, ce douloureux passage de notre histoire, nous rappelle le sacrifice ultime des combattants qui ont écrit en lettres de sang la conquête de Kanaky. 20 ans après où en sommes-nous ? Une question qui aurait mérité de trouver des réponses à l'occasion de la commémoration du 20ème anniversaire de ces héros, qui ont fait don de leur vie. Un temps de recueillement en quelque sorte, au cours duquel la " famille " indépendantiste aurait rendu hommage à ces fils en donnant les moyens à tous ceux qui le désiraient d'aller s'incliner sur leurs tombes. Un devoir de mémoire dont le minimum aurait été la fermeture des institutions gérées par les indépendantistes au 1er rang desquelles, la Province des Iles. 20 ans après, ce manquement à la mémoire collective soulève des interrogations, des inquiétudes. Sentiments qui amenèrent les responsables de l'USTKE des îles à interpeller le Président de leur Province dont le refus était en dessous de ce que nous étions en droit d'attendre de la part d'un responsable politique du FLNKS.

La délégation de l'USTKE et du Parti Travailliste.

Le 5 mai 2008, présente à Gossanah, une forte délégation de l'USTKE, conduite par son Président, découvre tout au long de la journée, la détermination avec laquelle le Comité Organisateur, animé par les nombreux bénévoles parmi lesquels Maki Wéa, a du faire preuve, pour honorer cette date anniversaire, sur la terre d'Iaaï, sur le territoire de la Grande Chefferie Imwéné. L'absence, le 5 mai dernier, à Gossanah des responsables de l'ensemble des partis qui composent le FLNKS en dit long sur le malaise rencontré par certains à l'occasion de cette date anniversaire. Ceux-là même qui n'ont pas hésité, lors des propagandes, à l'occasion des élections passées, à se revendiquer de ces morts de la lutte, pour expliquer d'où ils tenaient leur légitimité. Triste constat que celui de leurs démissions le 5 mai 2008 à Gossanah. La présence massive de l'USTKE ou encore les directs de Radio Djiido durant plus de trois semaines n'auront pas réussi à masquer les manquements de ceux qui hier, avaient participé avec l'USTKE, dans le FLNKS de l'époque, à prendre des décisions qui conduiraient aux évènements de 1988 dont Gossanah fut l'épilogue le plus meurtrier. 20 ans après où en sommes-nous ? L'indépendance est-elle encore à l'ordre du jour ? Que signifie finalement l'indépendance ? L'unité du Peuple kanak et du camp indépendantiste en général est-il encore possible ?

Maki Wéa, membre du comité organisateur.

Telles sont les questions des familles et des militants présents le 5 mai dernier dans la cour de la Grande Chefferie Imwéné, pendant un forum, relayé en direct sur les ondes de la RDK. Occasion de quelques échanges vifs, quoique respectueux, entre le peu de représentants des différentes tendances indépendantistes présentes. Le 5 mai dernier, les militants, les coutumiers présents et la population se sont souvenus du sacrifice des 19 d'Iaaï. Une opportunité pour les nombreuses personnalités de l'île d'Iaaï de rendre hommage pour le sacrifice de leurs vies à la cause du Peuple kanak. Une autre façon d'interpeller les responsables politiques et syndicaux présents de la nécessité de l'unité, mais aussi dans l'intérêt de la lutte du Peuple kanak pour son indépendance.

C'est en début de soirée que la délégation de l'USTKE a quitté Iaaï après un détour pour saluer chez eux des militants de l'organisation aujourd'hui à la retraite sur leur île natale. ■

Bureau Elargi

Point sur les conflits sociaux

Le 26 avril dernier s'est réuni le Bureau Élargi de l'USTKE à la maison des syndicats de la Vallée-du-Tir, avec comme principal ordre du jour les conflits en cours.

Les camarades du Nord ont présenté une coutume aux membres de l'USTKE concernant un bout de terre à Gomen.

Comme à l'accoutumé, c'est le président de l'organisation syndicale qui a ouvert la réunion en évoquant les sujets à l'ordre du jour, notamment les conflits qui ont eu lieu les derniers mois précédents cette réunion.

En premier lieu le conflit de Carsud qui, rappelons-le, date de novembre dernier et où le piquet est toujours en place mais dont les protagonistes ne se sont pas réunis pour trouver une solution à ce problème. L'USTKE a formulé des propositions dont la mise en place d'une régie autonome de transport dirigée et financée par la collectivité provinciale, et par ailleurs elle a demandé l'instauration d'un vrai service public au service du plus grand nombre, à des conditions tarifaires à la portée de tous dans le cadre d'un réseau réorganisé géographiquement avec des moyens matériels et humains suffisamment conséquents. Mais ces propositions n'ont pas été entendues par les responsables provinciaux. Le conflit est toujours en cours et aucun contact n'a été effectif ni avec Véolia, ni la Province Sud. Et pourtant, une commande de bus neufs a été faite pour 1 milliard CFP.

Le Medef est monté au créneau par rapport aux actions de l'organisation syndicale dont les adhérents ont suivi les mots d'ordre de grève générale. Le patron du Medef avait demandé aux autres chefs d'entreprises de sanctionner les militants de l'USTKE qui avaient suivi les consignes de grève générale. Par cette décision, le patronat a remit en cause le droit de grève, alors que celui-ci reste un droit constitutionnel.

Autre sujet abordé : la Commission Nationale d'Éthique sera saisie par Noël Mamère, député à l'Assemblée Nationale concernant les agissements des policiers lors des affrontements autour du dépôt de Carsud.

Un des responsables du Bureau Confédéral a rappelé l'importance d'être solidaire lors des appels à la grève générale et il a salué le travail fourni par les camarades en France concernant les mouvements de solidarité organisé par notre correspondante à Paris. D'autres responsables sont intervenus pour aborder les préparatifs du 1er mai et le côté logistique de la marche.

Le transfert des compétences a été évoqué brièvement par une responsable du Bureau Confédéral, en particulier dans le secteur de l'enseignement (du secondaire public et du primaire privé). Il a été rappelé que les différents partenaires politiques du Comité de Suivi et du Comité de Pilotage se sont réunis de façon consensuelle pour évoquer les questions relatives au transfert de compétences !

La réunion s'est achevée en début d'après-midi par la présentation du bilan financier, et comme à l'habitude, il a été rappelé aux responsables et militants de ne pas oublier les cotisations.

Profitons du déplacement des camarades du Nord à Nouméa, les militants de Ponérihouen avait emmené avec eux le geste (bouts d'étoffes, monnaies kanak, nattes) qui a silloné la côte Est et la côte Ouest concernant un bout de terre d'une famille de propriétaire terrien à Gomen. Cette parcelle a été remise au Parti Travailliste et à l'USTKE qui feront en sorte de la valoriser, ont-ils souligné lors de leur déplacement à Gomen, le 9 mai dernier à la tribu de Oué. ■

Conseil Syndical *de la Fédération Fonction Publique*

Recentrer les efforts autour du bureau fédéral

Réunis à la maison des syndicats, le vendredi 23 mai dernier, les délégués de la Fonction Publique ont évoqué tour à tour leurs préoccupations, mais ils ont surtout ressenti le besoin de recentrer leurs efforts autour de leur fédération.

Le conseil syndical a débuté à 9H 30 et est présidé par Daniel Wahmetu, secrétaire général, assisté des secrétaires généraux, André Forest, Zacharie Moentapo et Jean-Yves Waimo. Après le petit déjeuner pris en commun, préparé par les trésorières, la séance de travail a débuté par les remerciements d'usage.

Un point a été fait concernant les conflits sociaux en cours notamment ceux qui sont hors fédération. Il a été demandé aux participants leur sentiment sur le manque de solidarité de la part des adhérents de la fédération malgré les multiples rappels faits. Si la situation sociale actuelle est génératrice de tensions, le constat dressé est que ce conflit a révélé des forces et des manquements au sein de la fédération. L'absence de certains membres du bureau a été très remarquée. Ce constat aura besoin d'être travaillé plus en détail afin que des solutions concrètes émergent. Il en est ressorti une volonté de renforcer les efforts du bureau fédéral et de fédérer autour de ce bureau les forces capables de travailler solidairement dans les défis posés à la fédération.

Le rappel a été fait concernant les efforts demandés à la fédération par le bureau confédéral pour les permanences au piquet de grève.

Les prémices d'un accord chez CFP a été évoqué par le Président Jodar. Chaque secteur a évoqué ses préoccupations sociales ainsi que les éventuelles actions qui pourraient être menées prochainement.

La matinée de réunion a été conclue par la présentation du bilan financier a mi-parcours. Ce bilan a démontré l'impact énorme pris par la solidarité dans les conflits. Il est remarqué que depuis le début du conflit Carsud, 40% du budget fédéral ont été consommés par les solidarités. Ainsi, il a été approuvé qu'avant toute opération de solidarité, le bureau doit avaliser les demandes qui seront dorénavant approuvées au cas par cas.

Le repas a ensuite été pris en commun au piquet de Carsud où le vieux Dédé (cuisinier en chef du BTP) nous a préparé un menu copieux. Ce fut un moment de partage et de solidarité.

A 14h30, les travaux ont repris consacrés pour l'essentiel à l'aménagement bureautique de notre section en province Nord. Le détail du matériel nécessaire sera élaboré par Zacharie et le principe du financement a d'ores et déjà été approuvé par les membres du conseil présents. Autre point décidé : le calendrier des tournées en province Nord sera finalisé fin juillet pour être opérationnel en août de cette année. Le conseil syndical s'est achevé vers 16h30 avec un rappel aux camarades que celui-ci dure une journée entière et que l'assiduité aux réunions doit obéir à cette règle. ■

Conseil Syndical *de la Fédération Industrie*

Réunis également à la maison des syndicats, le 21 avril dernier, les délégués des secteurs industriels ont évoqué leur actualité sociale avec les responsables de leur fédération.

Plusieurs sujets étaient à l'ordre du jour notamment le conflit de CFP et les différents points par secteur d'activité. La stratégie adoptée (pour les camarades en grève devant l'entreprise de fabrication des tôles et des profilés à Ducos) est de ne pas lâcher prise au risque que les autres secteurs soient touchés par des sanctions prises par leur direction, au motif qu'ils ont participé à des grèves générales.

La grève d'une semaine à Goodman Filder a été également évoquée par le délégué, Christian Andorre. Le motif principal des revendications comprenait le paiement des jours de grève.

Le retrait temporaire de la Commission du Dialogue Social par les représentants de l'USTKE a été également évoqué par les responsables. Ils ont expliqué aux délégués présents les principales raisons qui ont conduit le syndicat à quitter pour un temps indéterminé les bancs du " Dialogue Social ".

L'intervention de l'expert-comptable de Sécafi Alpha, Pierre-Yves Bour, a permit à l'ensemble des délégués de comprendre son rôle au niveau d'une société et à quel titre il pourrait intervenir lors des comités d'entreprises.

Prochainement, les représentants de la Fédération se pencheront sur le renouvellement du bureau, et des mini-conseils syndicaux se tiendront régulièrement à la centrale. ■

Une ouverture possible entre les émissaires tibétains et Hu Jintao

Trois mois avant le lancement des Jeux olympiques, des pourparlers entre les représentants tibétains en exil et le gouvernement chinois s'organisent pour une reprise des dialogues et pour une recherche de solution à la crise tibétaine.

A moins d'une centaine de jours avant le lancement des Jeux olympiques, la flamme olympique subit l'assaut des militants pro-Tibet : à San-Francisco, ils s'emparent du Golden Gates, à Paris, ils accrochent des banderoles sur la Tour Eiffel faisant apparaître des menottes au lieu des anneaux olympiques. A Londres, à Canberra le parcours de la flamme est quelque peu bouleversé par les organisateurs et les autorités locales afin d'éviter les éventuelles accrochages avec le public présent le long du trajet. Mais son parcours est quand même entaché par des militants qui s'acharnent à faire entendre la voix du peuple tibétain en exil.

Justement, début mai, deux émissaires du dalaï-lama rendent visite aux autorités chinoises à Shenzhen. Cette rencontre officielle a lieu à trois mois de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, alors que la Chine est accusée de violations de droits de l'homme au Tibet. Les émeutes qui ont commencé le 10 mars à Lhassa ont fait au moins 203 morts selon les Tibétains en exil, tandis que Pékin accuse des émeutiers d'avoir tué 18 civils et un policier.

Des suggestions pour apporter la paix

Les exilés tibétains et les autorités chinoises négocient officiellement depuis 2002, et ont toujours maintenu le contact, y compris en mars, a reconnu le gouvernement en exil. Mais les pourparlers de Shenzhen ne seront en aucun cas " un septième cycle de négociations, juste une consultation informelle ", a déclaré Samdhong Rinpoche, le premier ministre tibétain exilé en Inde.

Fin avril, de son côté le gouvernement chinois a appelé le dalaï-lama à mettre fin aux violences avant les J-O. Les émissaires en déplacement ont fait part de leurs profondes inquiétudes de Sa Sainteté sur la manière dont les autorités chinoises gèrent la situation et feront des suggestions pour apporter la paix dans la région du Tibet. Le président chinois, Hu Jintao, a lui espéré que les discussions sur la crise aboutissent à des résultats positifs. En déplacement au Japon, Hu Jintao, la deuxième de l'histoire pour un chef d'État chinois, il s'est dit confiant pour le lancement des jeux.

Le Tibet en question

La commission internationale des juristes fut saisie de la question tibétaine dès mai 1959. Cette organisation non gouvernementale ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU rédige un premier rapport qui conclut que le Tibet était un État indépendant de fait avant 1950 : il était formé d'un territoire, d'une population et d'un gouvernement libres de toute immixtion étrangère. Selon ce rapport, la Chine aurait violé l'accord en 17 points et se serait rendue coupable de génocide aux termes de la Convention pour la prévention et la répression de génocide adoptée par les Nations unies en 1948. Un second rapport a été publié après enquête. En septembre 1959, le dalaï-lama en appelle à l'ONU avec l'espoir que l'organisation prenne enfin une position claire face à la Chine. Grâce au soutien de l'Irlande, de la Malaisie et de la Thaïlande, le Tibet a gain de cause. Le 21 octobre, l'Assemblée générale de l'ONU adopte une première résolution où elle se déclare gravement préoccupée et consciente de la nécessité de préserver les droits élémentaires des Tibétains.

En 1960, après la publication du second rapport de la Commission internationale de juristes, le dalaï-lama lance un second appel à l'ONU. Pour la deuxième fois, l'Assemblée générale vote une résolution constatant la violation des droits de l'homme et des règles internationales et mettant la Chine en demeure de les respecter. Le 18 décembre 1965, l'ONU vote une troisième résolution dénonçant la violation continuelle des droits fondamentaux des Tibétains. L'Inde, qui jusqu'alors s'était toujours abstenue sur la question tibétaine, l'a votée. Mais le silence de la République populaire de Chine n'entraîne aucune mesure de coercition de la part des Etats membres de l'ONU.

En 1987, le dalaï-lama présente son plan de paix en cinq points :

1- la transformation du Tibet en une zone de paix,

2- l'abandon de la Chine de sa politique de transfert de population qui met en danger l'existence des Tibétains en tant que peuple,

3- le respect des droits fondamentaux et des libertés démocratiques du peuple tibétains,

4- la restauration et la protection de l'environnement naturel du Tibet, ainsi que la cessation par la Chine de sa politique d'utilisation du Tibet dans la production d'armes nucléaires et pour y ensevelir des déchets nucléaires,

5- l'engagement de négociations sérieuses à propos du statut futur du Tibet et des relations entre les peuples tibétains et chinois.

Le Prix Nobel de la paix décerné au Dalaï-lama en mars 1989 a été le début d'une prise de conscience internationale de l'urgence d'une solution pacifique au Tibet ; il a constitué aussi un énorme encouragement pour l'ensemble du peuple tibétain. Des controverses existent entre ces deux régions : pour la Chine, leur vision repose sur une " libération suivie d'une modernisation " du Tibet alors que les tibétains voient cela comme une forme " d'invasion voire de colonisation " de leur peuple.

NAURU

Position confortable pour le Président nauruan

Marcus Stephen, Président du Nauru.

Le plus petit état insulaire, Nauru, a connu des élections anticipées fin avril. Le président Marcus Stephen détient finalement une majorité confortable au Parlement. Désormais, le Président et son gouvernement déclarent pouvoir compter sur une majorité de 12 députés sur les 18 que compte l'assemblée. L'ancien principal opposant au Président, Mr Rene Harris a perdu son siège au Parlement ainsi que ces deux partisans, à l'issu de ces législatives.

TONGA

Résultats des législatives

Akilisi Pohiva.

Au terme des élections législatives qui ont eu lieu fin avril à Tonga, le parti pro-démocrate du dirigeant 'Akilisi Pohiva a conforté sa prééminence au sein des sièges réservés aux " roturiers " du royaume. Ce score a été particulièrement marquant à Tongatapu où 'Akilisi Pohiva, mais aussi Clive Edwards et 'Isileli Pulu ont conservé leurs sièges. Toutefois, ces trois élus doivent toujours répondre à des chefs d'accusations allant jusqu'à la sédition, dans le cadre des émeutes qui ont débuté sur fond de revendications pro-démocratiques qui a fait 8 morts et quasiment détruit le centre ville de la capitale, le 16 novembre 2006.

Clive Edwards.

Isileli Pulu.

Quelques 67 000 électeurs ont choisi les neuf élus " roturiers " parmi les 71 candidats en lice. Neuf députés nobles ont été élus par un ensemble de 29 électeurs issus de la noblesse.

AUSTRALIE

Probables révisions de l'examen de citoyenneté

Chris Evans, ministre australien de l'immigration et de la citoyenneté a indiqué fin avril son intention de revoir le contenu du nouvel examen de passage de la citoyenneté. Mise en place le 1er octobre 2007 par un précédent gouvernement conservateur, et depuis décrié notamment par les communautés islamiques d'Australie. Depuis son introduction en octobre dernier, ce nouvel examen de citoyenneté pour les candidats à l'immigration en Australie est basé sur de nouvelles notions de " valeurs australiennes " et de culture générale de l'histoire de ce pays. Cet examen est constitué de vingt questions à choix multiple, parmi lesquelles figurent aussi des questions de langue anglaise, considéré comme un facteur essentiel d'une intégration réussie en Australie. M. Andrews (ancien ministre de l'immigration et de la citoyenneté sous le gouvernement de John Howard) avait notamment annoncé le déblocage de quelques 14 millions de dollars australiens (environ 952 millions CFP) qui devaient financer une formation continue pour aider les citoyens candidats à se préparer à cet examen.

Parmi les détracteurs de ce nouveau système les associations de défense des droits humains, mais aussi l'importante communauté islamique d'Australie, qui voit dans ces nouveaux tests un vecteur de discrimination des citoyens candidats non-anglophones.

Un groupe " indépendant " chargé de passer en revue ce système doit faire ensuite des propositions à Mr Chris Evans.

AGENDA

USTKE

13 Juin : Comité directeur (Ponérihouen)

14 Juin : Loto, bingo, tournoi de pétanque (Vallée du Tir)

5 et 6 Juillet : Loto, bingo (Restaurant " Le Charley")

Parti Travailliste

14 Juin : Directoire politique (Ponérihouen)

12, 13, 14 Juillet : Bingo pour le fonctionnement du Parti (Nouméa)

9 Août : Directoire politique (lieu non précisé)

20, 21 Septembre : Séminaire politique - Païta (Tribu de Saint Laurent)

4 Octobre : Directoire politique (Lifou)

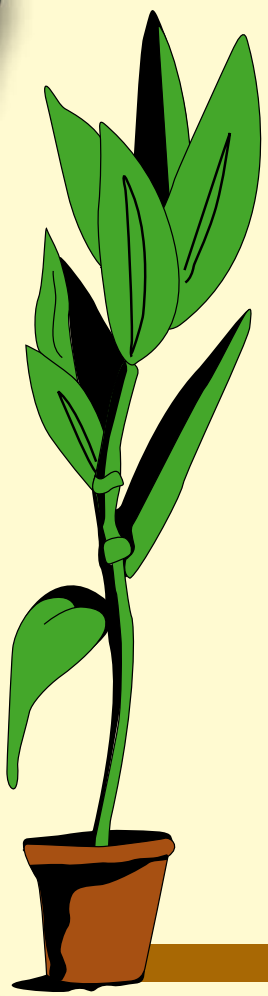
Pour tous renseignements complémentaires, contactez : 76.91.88 / 76.28.61

SRO

Société de Restauration Ouvrière

Redécouvrez "Le Charley" !

Le restaurant "Le Charley" c'est :
une ambiance chaleureuse, une déco originale.
Situé au 2 rue Rhaleb, à la 2ème Vallée du Tir,
il vous ouvre ses portes tous les matins dès 6 heures
pour vous proposer un petit déjeuner copieux
avant de commencer une dure journée de labeur.
C'est aussi : un menu différent chaque jour.
Mais surtout, son défi du "bon et pas cher"
est toujours d'actualité !



Tous les jours
Menu à 1 500 Frs :
Entrée
Plat du jour
Dessert
Café

Renseignements et réservations au : 28.42.52